

Budget européen en crise : choc entre intérêts capitalistes

Rosa Moussaoui

La tentation est grande, pour ceux qui ont défendu le «oui» à la constitution européenne, de mettre sur le compte des «non» français et néerlandais le fiasco du Conseil européen des 17 et 18 juin derniers, qui s'est conclu par un échec des négociations sur les perspectives financières 2007-2013. En réalité, le blocage était programmé de longue date.

Dès le conseil européen de mars, Jacques Chirac s'en prenait au rabais conquis à l'usure par Margaret Thatcher en 1984, et dont les Britanniques bénéficient sur leur contribution au budget de l'Union. Et le 22 mai dernier, une semaine avant le référendum français, le ministre des Finances de Tony Blair, Gordon Brown, prévenait que la Grande Bretagne était prête à utiliser son veto pour défendre son «chèque». M. Brown avait fait cette annonce quelques heures avant une rencontre des ministres européens des Affaires étrangères en réaction à une (première) proposition de compromis luxembourgeois remettant en cause la ristourne britannique. Outre qu'elle avait l'avantage de «noyer le poisson constitutionnel», la crispation autour des perspectives financières traduit et accélère l'un des aspects de la crise multiforme que traverse l'Union européenne.

La Grande Bretagne a donc défendu bec et ongles, comme elle l'avait annoncé, le rabais consenti il y a plus de vingt ans et qui lui permet de réduire de deux tiers sa contribution à un budget dont elle estime qu'il lui est défavorable en termes de retombées strictement nationales. Alors qu'il s'élevait à 4,6 milliards d'euros en 2003, il doit, s'il n'était pas remis en cause, augmenter mécaniquement pour atteindre les 7 milliards d'euros par an entre 2007 et 2013, ce qui dispenserait Londres de toute contribution au financement de l'élargissement. Les propositions de la présidence luxembourgeoise de limiter le rabais à son niveau actuel, puis de le plafonner à 5,5 milliards d'euros ont été fermement refusées par les Britanniques.

De son côté, Jacques Chirac, encore sonné par les résultats du référendum, n'a pas apprécié les attaques en règles multipliées par Tony Blair contre la politique agricole commune, jugée « archaïque ». Seule véritable politique intégrée, la PAC absorbe 40% des dépenses, soit environ 50 milliards d'euros par an. En 2002, elle avait fait l'objet d'un accord, les Etats membres s'engageant à maintenir les aides agricoles à leur niveau actuel jusqu'en 2013.

La France, principale bénéficiaire de la PAC (23%), s'est opposée à toute remise à plat immédiate et globale. Tony Blair n'a pas hésité à revenir sur l'accord scellé en 2002, prônant un rééquilibrage au profit des dépenses de « compétitivité » : infrastructures, recherche, innovation, qu'il a précisé, lors de son intervention devant le parlement européen, vouloir branchées « sur le business ». Autre argument imparable mis en avant par l'hôte de Downing Street, soudainement très soucieux du sort des Pays du sud : les subventions de l'Europe à son agriculture handicapent sérieusement celle des pays les plus pauvres. L'intelligence de Tony Blair consiste ici à taper «là où ça fait mal» : incontestablement, la PAC, qui, dans sa

configuration actuelle, favorise l'agrobusiness, le productivisme et les aides aux exploitants les plus riches, doit être, non pas abandonnée, mais profondément réformée. Derrière ce bras de fer franco britannique qui a occupé le devant de la scène médiatique : Stockholm et la Haye, principaux payeurs, avec respectivement 304 et 280 euros par an et par habitant, ont refusé de céder sur leur exigence de baisse de leur contribution, Paris et Berlin refusant de payer plus pour l'élargissement. D'où le veto de la Suède et des Pays Bas. Enfin, du côté des bénéficiaires des fonds structurels, l'enveloppe globale reste largement insuffisante au regard des besoins de développement des 10 nouveaux entrants, Bulgarie et Roumanie comprises. C'est ce qui a conduit l'Espagne à aller au clash en refusant la nouvelle enveloppe. Lors de ce sommet, chaque Etat s'est en fait évertué à défendre sa marge, sans que jamais, les questions de fond soient posées. Sur les recettes d'abord : elles sont restées, dans toutes les configurations proposées, largement en deçà du niveau nécessaire, pour répondre aux besoins des populations européennes, «réussir» l'élargissement, investir dans la recherche et l'innovation, financer des politiques favorables à l'investissement et à l'emploi pour relancer une croissance durablement en panne. Or, en février dernier déjà, six contributeurs nets aux finances de l'UE (Allemagne, France, Royaume Uni, Pays-Bas, Suède, Autriche) avaient, ensemble, réclamé le plafonnement de l'enveloppe budgétaire de l'Union à 1% du PIB. Contraints par le carcan du Pacte de stabilité budgétaire, confrontés pour la plupart à une croissance molle, ces pays ont refusé de poser sérieusement la question du montant du budget de l'Union, qui ne peut, dans la construction actuelle, recourir à l'emprunt. Mais l'échec des négociations sur les perspectives financières (un accord «technique» était trouvé, assurent de nombreux négociateurs) est aussi, et peut-être avant tout, un symptôme de l'aporie dans laquelle se trouve aujourd'hui le projet européen. Se posent dès lors toutes les questions soulevées par les «non» français et néerlandais. La construction européenne doit-elle être mise au service de la Finance, de la rentabilité maximale des capitaux, ou doit elle offrir à ses citoyens une voie moderne, originale de développement, axée sur la croissance, l'emploi, la solidarité ? A cette question, Tony Blair, à la faveur de l'impasse dans laquelle se trouve une Union coupée des citoyens européens, entend répondre, en plein accord avec la Commission de Bruxelles, par l'accélération des réformes libérales (en particulier pour le marché du travail), qui ont déjà, y compris en France, des effets humains, sociaux et économiques désastreux.

Quant aux perspectives financières 2007-2013, il est fort peu probable qu'un accord soit trouvé pendant les six mois que durera la présidence britannique.. ■